



L'Europe a connu une accalmie en 1998, du moins en apparence. Le processus de ratification du Traité d'Amsterdam a suivi son cours au sein des différents États membres. Les préparatifs en vue du lancement de l'Union économique et monétaire européenne (UEM) sont fortement avancés. Les discussions sur l'Agenda 2000 ont démarré en douceur. Et les partenaires ont enfin entamé les négociations sur l'élargissement de l'Union européenne (UE).

Mais les apparences sont trompeuses. Même si cette année semble dépourvue de décisions spectaculaires au plan européen, des efforts substantiels ont été consentis pour renforcer et approfondir l'intégration européenne. Je vous le concède, les décisions les plus importantes devront se prendre au cours des années à venir : réforme de la politique agricole et des Fonds structurels, adaptations institutionnelles de l'Union élargie et fonctionnement de ses institutions, élargissement, financement de l'UE, fonctionnement de l'UEM ... nous en passons. Dans tous ces domaines, les fondements sont toutefois posés dès aujourd'hui.

## éditorial

C'est pourquoi les Régions doivent s'engager dans le débat. Car plus l'intégration européenne se consolide, plus les Régions et le régionalisme en Europe auront un rôle irremplaçable à jouer. Intégration européenne et régionalisme sont deux faces de la même médaille : l'intégration européenne unit des États, des structures et des économies ; le régionalisme et la coopération interrégionale unissent des communautés, des cultures et des hommes.

Plus que jamais, l'ARE doit faire passer ce message politique et contribuer à sa réalisation concrète. C'est pourquoi nous avons à juste titre consacré l'année 1998 à la réflexion et au débat approfondis et engagés sur "Agenda 2000" pour l'ARE et les Régions d'Europe. Les Groupes de travail "Stratégie" et "Questions financières et budgétaires" ont permis au Bureau d'Arad d'organiser un débat très animé sur les futures priorités de l'ARE : l'agenda politique pour les années à venir et son financement, organisation et fonctionnement de notre mouvement.

J'estime personnellement que ce n'est pas une coïncidence si ces thèmes figurent aujourd'hui en haut de l'agenda de l'Union européenne. L'ARE et l'UE doivent en effet relever les mêmes défis : mettre en œuvre un fonctionnement plus adéquat, plus démocratique et plus efficace sur toile de fond d'une Europe qui s'amplifie, dans un esprit de solidarité et de respect de la diversité. Il n'existe pas de réponse toute faite à cette question complexe. Je suis toutefois persuadé que l'Assemblée Générale de Linz, s'inspirant de propositions fournies par les différentes Commissions et Groupes de travail, tracera les lignes de force d'un régionalisme renouvelé dans la perspective du XXI<sup>e</sup> siècle. Les propos suivants de Paul Valéry pourraient servir de leitmotiv : "Enrichissons-nous de nos mutuelles différences".

Luc Van den Brande  
Président de l'ARE  
Ministre-Président de Vlaanderen

## > L'ARE en 1998

L'année 1998 était pour l'ARE une année d'analyse, de bilan, de réflexion, sans toutefois négliger les actions politiques et les réalisations concrètes.

Grâce au débat engagé, nous avons pu mieux prendre conscience du nouvel environnement politique intra- et extra-communautaire et de nos défis dans le processus de l'élargissement de l'UE et dans l'application du principe de subsidiarité. Nous avons mieux mesuré le besoin de promotion du régionalisme et de la régionalisation en Europe et identifié les activités à entreprendre pour mieux ancrer l'ARE et ses Régions membres dans la construction européenne.

Lors de l'Assemblée Générale en 1997, l'ensemble des discussions a déjà montré que l'ARE est une organisation en transition. En effet, l'ARE d'aujourd'hui n'est plus celle de 1985 où l'enthousiasme des 47 Régions et organisations interrégionales fondatrices l'emportait sur les aspects organisationnels et administratifs ; ni celle des années 1990-1994, période de victoires dans le renforcement de l'influence des Régions, puis l'institutionnalisation de leur représentation auprès des institutions européennes : le Congrès des Pouvoirs Locaux et Régionaux de l'Europe (CPLRE) auprès du Conseil de l'Europe et le Comité des Régions (CdR) auprès de l'Union européenne.

L'ARE d'aujourd'hui est une organisation de "troisième génération". Elle a reconnu la nécessité de redéfinir sa mission en combinant la consolidation du passé et la projection dans l'avenir pour

préparer un nouveau départ. C'est dans cet esprit que les instances politiques de l'ARE - Présidence, Bureau, Commissions - se sont penchées à de nombreuses reprises sur les questions internes afin de trouver un équilibre entre les actions politiques à mener et les capacités techniques et financières de notre organisation. Les Groupes de travail "Stratégie" et "Questions financières et budgétaires" ont été mis en place et ont livré des propositions concrètes.

Le Secrétariat Général s'est inscrit dans ce mouvement. Outre l'appui habituel qu'il fournit aux travaux des instances politiques de l'ARE, il a multiplié au cours de l'année les initiatives pour optimiser l'efficacité et la coordination des activités politiques, lancer des projets fédérateurs, développer la communication avec et au service des Régions membres mais aussi pour assurer une bonne gestion des ressources de l'ARE.

J'espère que ce Rapport d'activité, publié pour la première fois sous forme d'un numéro spécial de "ARE en direct-AER on line-VRE direkt", assurera une meilleure lisibilité du travail accompli par l'ARE en 1998 et vous permettra de mieux mesurer le changement qui s'opère pour préparer l'entrée de notre organisation dans le XXI<sup>e</sup> siècle.

Wolfgang Maier  
Secrétaire Général

## Présidence et Bureau

La Présidence se sera réunie trois fois et le Bureau cinq fois au cours de cette année. Lorsque l'on fait le bilan des activités de ces deux instances, force est de constater que 1998 aura été pour l'ARE une année d'introspection et de réflexion.

En effet, après avoir confirmé le maintien du siège de l'ARE à Strasbourg (réunion de Bruxelles, fév.), Présidence et Bureau ont longuement débattu à chaque réunion de l'avenir de l'ARE. Les travaux du Groupe "Stratégie" ont le plus mobilisé l'attention des membres. Chargé d'élaborer un "Agenda 2000" des Régions d'Europe, ce Groupe s'est attaché à définir ce que devra être la mission et le rôle de l'ARE dans les années à venir. Lors des réunions à Strasbourg (juin) et à Arad (oct.), le Bureau a eu un débat de fond sur cette question et a adopté un projet de résolution "Stratégie 2000 de l'ARE pour les Régions", soumise à l'Assemblée Générale. Parmi d'autres sujets internes qui ont été largement discutés figurent : la réorganisation du Secrétariat Général (Rapport Vlerick) et les travaux du Groupe "Questions financières et budgétaires", chargé notamment d'étudier des problèmes issus de la gestion du Programme Pacte.

Les instances dirigeantes de l'ARE ont néanmoins poursuivi leurs travaux sur deux thèmes prioritaires : l'emploi et l'élargissement de l'UE. En ce qui concerne l'emploi, Présidence et Bureau ont veillé à la mise en œuvre d'actions prévues dans la "Déclaration de Bruges" (Réunion extraordinaire de l'ARE sur l'emploi, oct. 1997) : initiatives auprès des Gouvernements des États membres pour une participation des Régions à l'élaboration des plans nationaux pour l'emploi, promotion et diffusion d'expériences et de bonnes pratiques menées au niveau régional (notamment lors du débat "Régions et emploi" du CPLRE), étude de faisabilité d'un Observatoire pour l'emploi des Régions d'Europe. Quant à l'élargissement, outre des activités dans le cadre des Programmes Centurio et Université d'Été de l'ARE, Présidence et Bureau ont affiné le projet de Conférence sur la contribution des Régions à l'élargissement de l'UE qui sera, pour notre organisation, un événement majeur en 1999. À l'invitation de la Voïvodie de Basse Silésie (PL), cette conférence se tiendra à Wrocław en sept. 1999.

La coopération interrégionale (Rapport Heider), les relations avec les Collectivités locales (Groupe Niederbremer), le renforcement des relations avec la Conférence des Régions Périphériques et Maritimes (CRPM), la tenue de la conférence sur "Les femmes en politique au niveau régional" (Turin, nov.) et le renforcement du Programme Eurodyssée de l'ARE ont fait, parmi d'autres, l'objet de discussions et de décisions du Bureau.

## Commission I

### > Affaires institutionnelles

#### Structure de travail

- Président de la Commission : Claude Ruey (Vaud)
- Groupes de travail : "Déclaration sur le Régionalisme" (Pais Vasco) et "Minorités" (Friuli Venezia-Giulia)

#### Principaux objectifs

- Promouvoir le régionalisme en Europe, avec une attention particulière pour les Régions des pays d'Europe Centrale et Orientale (PECO) ;
- Assurer la diffusion et la mise en œuvre de la "Déclaration de l'ARE sur le Régionalisme en Europe" ;
- Renforcer la position des Régions au sein des institutions européennes et développer à cette fin une coopération structurée avec le CPLRE et le CdR.

#### Activités

La Commission s'est réunie deux fois en session plénière à Münster-D (juin) et à Iasi-RO (sept.) conjointement avec la Commission II afin de renforcer son action en faveur des Régions des PECO. Dans le cadre de ces réunions, en coopération avec les Régions hôtes (Nordrhein-Westfalen et Iasi), elle a organisé deux séminaires : "Compétences économiques des Régions" et "Situation des Régions roumaines face à l'élargissement de l'UE". Le Groupe "Minorités" s'est réuni à Gradisca di Isonzo (mars) et à Bruxelles (nov.) pour fixer son programme d'activités pour 1999.

#### Résultats majeurs

- Lancement d'une campagne de diffusion de la "Déclaration sur le Régionalisme en Europe" :

dans ce cadre, 100 exemplaires de la Déclaration ont déjà été envoyés à chaque Région membre ; une enquête visant à connaître les activités des Régions pour mettre en œuvre ou promouvoir cette Déclaration a été réalisée ; d'autres actions sont prévues en 1999 ;

- Prise de position et échanges d'expériences dans différents domaines tels que l'état de la régionalisation en Europe, la mise en œuvre du principe de subsidiarité au niveau régional ou la contribution des Régions à la prochaine Conférence Inter-gouvernementale (CIG) ;
- Observation et évaluation de l'évolution du régionalisme et de la régionalisation en Europe : réalisation de la 2<sup>e</sup> édition des Tableaux synoptiques.

#### Projets en cours

La Commission a pris la décision de :

- contribuer activement à la campagne de promotion du régionalisme de l'ARE par des actions concrètes sur le terrain ("caravanes"),
  - participer à la réforme de la Charte statutaire du CPLRE,
  - promouvoir la création de "Groupes de contact ARE" auprès de la Chambre des Régions du CPLRE (cf. réunion ARE/CPLRE en mai) et du CdR,
  - développer des actions communes avec le CPLRE telles que, par exemple, le séminaire sur le régionalisme et la coopération interrégionale en Carélie en 1999, et avec le CdR.
- Elle a accordé son soutien aux projets de création de centres d'information européenne et de promotion du régionalisme proposés par plusieurs Régions et a décidé d'en étudier la faisabilité en coopération avec la Commission II.

## Commission IV

### > Cohésion sociale, Santé publique, Emploi

#### Structure de travail

- Président de la Commission : Lambert J. J. Van Nistelrooij (Noord-Brabant)
- Sous-Commission "Emploi" (Dalarna)
- Groupes de travail : "Prévention des accidents" (Västmanland), "Personnes âgées" (Noord-Brabant), "Organisation et gestion des hôpitaux" (Norrbotten)

#### Principaux objectifs

- Promouvoir les échanges d'expériences entre les Régions,
- Développer des projets de coopération interrégionale dans les domaines de la cohésion sociale, des services sociaux, de la santé publique et de l'emploi,
- Renforcer la coopération avec l'UE.

#### Activités

La Commission s'est réunie deux fois en session plénière, à Székesfehérvár-H (avril) et à Turin-I (oct.).

#### Résultats majeurs

- Développement des activités en matière de "Partenariat entre les Régions et les citoyens pour les services et soins sociaux" :

- organisation d'un séminaire sur ce thème (réunion à Turin),

- lancement de projets concrets concernant la prévention des accidents parmi les personnes âgées, la santé publique, la lutte contre l'exclusion et l'intégration des minorités, la prévention des suicides,

- renforcement de la coopération avec des ONG ;

- Adoption de propositions sur les priorités futures de l'ARE concernant l'importance du rôle et des compétences de la Commission IV, la mise en place d'une fondation de l'ARE pour la coopération interrégionale et la création d'un Groupe de travail au sein du Bureau chargé de mettre en œuvre ce projet.

#### Projets en cours

- Organisation d'une Conférence sur "Personnes âgées et société de l'information" (fév. 1999),
- Organisation d'un séminaire sur "Le rôle attendu des responsables politiques en matière de services de santé" (Trondheim, mai 1999),
- Création d'un Groupe "ad hoc", chargé de développer des stratégies destinées à influencer les politiques de l'UE et à renforcer les contacts directs avec la Commission et le Parlement européens.

## Commission II

### > Relations Est-Ouest

#### Structure de travail

- Président de la Commission : Ivan Jakovcic (Istra)
- Groupes de travail : "Participation des Régions aux Programmes communautaires" (Mures), "Rôle des Régions dans l'élargissement de l'UE" (Essex/Brasov), "Projet de Conférence de l'ARE sur le développement des partenariats régionaux dans le cadre de la Stratégie de pré-adhésion" (Basse Silésie, Essex, Istra, Niedersachsen, Stockholm, Thüringen, Wien)

#### Principaux objectifs

- Jouer le rôle de forum d'échanges régionaux Est-Ouest,
- Aborder les questions relatives au processus d'élargissement de l'UE et à son impact sur les Régions des pays candidats,
- Développer les Programmes de formation "Centurio" et "Université d'Été",
- Renforcer la collaboration de l'ARE avec l'OSCE.

#### Activités

La Commission a tenu deux réunions, à Stockholm-S (mai) et à Iasi-RO (sept.) conjointement avec la Commission I. Cette réunion commune visait la création de synergies d'action entre les deux Commissions afin de promouvoir le régionalisme en Europe Centrale et Orientale. Dans son cadre, deux séminaires ont été organisés : "La coopération interrégionale dans la Mer Baltique" qui a fourni de nombreux exemples de bonnes pratiques, et "Les Régions roumaines et l'élargissement de l'UE"

qui s'est révélé un modèle d'action de l'ARE en faveur du régionalisme.

#### Résultats majeurs

- Étude de l'impact de l'élargissement de l'UE sur les Régions et élaboration d'un cadre de référence pour l'action des Régions dans ce contexte,
- Conception du projet de Conférence de l'ARE sur le développement des partenariats régionaux dans le cadre de la Stratégie de pré-adhésion ; parmi les objectifs proposés : promouvoir le transfert d'expertise et la réalisation de projets concrets dans les domaines de l'environnement, de la santé et des services sociaux, des réformes administratives...
- Organisation des éditions 1998 de "Centurio" et "Université d'Été" (voir page IV),
- Participation de membres de la Commission à des conférences de l'OSCE.

#### Projets en cours

- Organisation de la Conférence de l'ARE sur le développement des partenariats régionaux dans le cadre de la Stratégie de pré-adhésion (Wroclaw, sept. 1999),
- Conception d'une base de données permettant d'identifier les problèmes rencontrés par les Régions des PECO et de fournir des informations sur l'expertise régionale disponible au niveau européen,
- Élaboration d'un guide-mode d'emploi des Programmes européens, adapté aux besoins des Régions.

## Commission V

### > Politiques régionales

#### Structure de travail

- Président de la Commission : Robert Savy (Limousin)
- Sous-Commissions : "Aménagement du territoire" (Devon), "Environnement" (Nordrhein-Westfalen), "Tourisme et développement rural" (Norrbotten) et ses Groupes de travail : "Normes de qualité dans le tourisme" (Oppland), "Développement rural durable" (Gloucestershire), "Communications régionales" (Norrbotten)

#### Principaux objectifs

- Affirmer et promouvoir la contribution des Régions aux politiques européennes de cohésion sociale, économique, territoriale et d'aménagement du territoire ;
- Encourager la mise en place de politiques de développement régional dans des domaines spécifiques : environnement, tourisme, aménagement du territoire, développement rural durable ;
- Développer une coopération structurée avec l'UE, notamment la Commission européenne, en vue d'une consultation réciproque et de la mise en place de Programmes de coopération interrégionale.

#### Activités

La Commission s'est réunie deux fois, à Strasbourg-F (mai) et Ponta Delgada-P (oct.). Les Sous-Commissions et quelques Groupes de travail se sont réunis à la veille de chaque session plénière. Certains Groupes se sont aussi

rencontrés en dehors des sessions. Lors de sa dernière réunion, la Commission a organisé un séminaire sur le développement rural durable ; compte tenu de l'importance des expériences régionales présentées, elle a décidé d'approfondir son analyse en élaborant un répertoire de bonnes pratiques dans ce domaine.

#### Résultats majeurs

- Adoption de résolutions sur le Schéma de Développement de l'Espace Communautaire, la révision des Réseaux transeuropéens et l'Agenda urbain européen, soumises à l'Assemblée Générale,
- Adoption de nouvelles résolutions concernant différents aspects de la réforme des Fonds structurels sur la base de l'Avis adopté en 1997 et en réponse aux réactions de la Commission européenne vis-à-vis de ce document,
- Engagement vis-à-vis des priorités futures de l'ARE et adoption d'une résolution soulignant l'importance des compétences de la Commission et sa volonté de contribuer à la réforme de l'ARE.

#### Projets en cours

- Élaboration d'un rapport sur "Différents types de normes de qualité dans le tourisme",
- Préparation d'un rapport sur les communications régionales (présentation début 1999),
- Suite à l'adoption d'une résolution sur les jumelages régionaux (AG 1997), la Commission V a été invitée par la Commission européenne à contribuer à la mise en place du nouveau Programme européen sur les jumelages.

## Commission III

### > Coopération Nord-Sud

#### Structure de travail

- Président de la Commission : Manuel Chaves Gonzalez (Andalucía)

La Commission III ne s'est pas réunie en 1998.

## Commission VI

### > Culture, Éducation, Formation, Jeunesse, Médias, Sport

#### Structure de travail

- Présidente de la Commission : Liese Prokop (Niederösterreich)
- Sous-Commissions : "Culture" (Aargau/Istra), "Éducation et Formation" (Hertfordshire/Borsod-Abaúj-Zemplen), "Jeunesse" (Devon/Odessa), "Médias, technologies de l'information" (Surrey/Arad), "Sport" (Jasz-Nagykun-Szolnok)
- Groupes de travail : "Formation" (Hertfordshire), "Régions et livres" (Languedoc-Roussillon), "ICON" (Hampshire), "Langues régionales et minoritaires" (Catalunya), "Partenariats pour l'éducation" (Vlaanderen)

#### Principaux objectifs

- Faire reconnaître les Régions comme acteurs principaux des politiques culturelles,
- Préserver des diversités culturelles à travers des instruments juridiques respectant le principe de subsidiarité,
- Promouvoir une société multiculturelle et tolérante, favorisant la participation des jeunes à la vie politique.

#### Activités

La Commission s'est réunie deux fois en session plénière, à Exeter-GB (mars) et à Arad (oct.). Plusieurs rencontres entre la Présidence de la Commission VI et la Commission européenne (DGX et XXII), d'une part, et des membres du Parlement européen (Commission "Culture") d'autre part, ont eu lieu au cours de l'année afin d'influencer les politiques européennes dans les domaines d'intervention de la Commission.

#### Résultats majeurs

- Adoption de deux avis, soumis à l'Assemblée Générale, concernant des Programmes cadres de l'UE sur la culture et l'éducation ("Culture 2000" et "Jeunesse") ;
- Adoption de résolutions à soumettre à l'AG sur la lutte contre la violence dans les médias, la participation des Régions au Programme de jumelages de l'UE et à celui sur les langues régionales et minoritaires ;
- Organisation de deux Conférences : "Éducation et Formation" (Miskolc, avril) et "Culture et Démocratie" (Vienne, nov.).

#### Projets en cours

- Conception d'une conférence et élaboration de projets sur le thème "Partenariat régional en éducation et formation",
- Réalisation d'une étude sur "L'emploi dans le secteur de la culture au niveau régional",
- Mise en place d'un réseau des Maisons des Écrivains.

## > *Gestion des programmes*

### Centurio et Université d'Été

1998 a vu l'organisation de la 4<sup>e</sup> édition de Centurio, Programme de formation multilatéral destiné aux responsables politiques et administratifs des Régions d'Europe Centrale et Orientale, créé par l'ARE. Une large campagne d'information menée par le Secrétariat Général a permis d'identifier 19 Régions hôtes : Salzburg, Wien (A), Vlaanderen (B), Solothurn, St. Gallen, Vaud (CH), Baden-Württemberg, Hessen, Saarland, Thüringen (D), Vejle (DK), Catalunya, Islas Baleares, País Vasco (E), Alsace (F), Essex (GB), Trento (I), Noord-Brabant (NL) et Norte (P).

Quinze stagiaires Centurio venant de Régions hongroises, polonaises et roumaines ont effectué leur stage de terrain de huit semaines dans deux Régions différentes courant octobre et novembre. Comme en 1997, il n'a pas été possible de satisfaire toutes les demandes de stages, même si certaines Régions ont accueilli plusieurs stagiaires (Alsace, Norte, Vaud, Salzburg, Wien).

Pour la première fois cette année, le Séminaire d'introduction du Programme Centurio s'est déroulé conjointement avec l'Université d'Été de l'ARE (fin juillet

en Thüringen). Ce rapprochement résulte d'une part de la complémentarité de ces deux initiatives et d'autre part de la recherche d'une plus grande synergie et efficacité des Programmes de l'ARE. L'Université d'Été a atteint un record d'affluence cette année ; en effet, plus de 120 participants de 20 pays européens ont suivi les conférences et débats avec des représentants politiques et experts en coopération interrégionale et transfrontalière, management culturel, tourisme, protection de l'environnement et transports.

Thüringen, Région hôte, a préparé un programme de qualité, avec des visites sur le terrain. Le Secrétariat Général a fourni une assistance technique aux Régions organisatrices (Essex, Istra, Krakow, Pest, Stockholm, Thüringen, Vlaanderen) pour obtenir le cofinancement de la Commission européenne (DG1a).

Le séminaire d'évaluation du Programme Centurio aura eu lieu fin novembre à Strasbourg. L'expérience sera reconduite en 1999. Une attention particulière sera accordée à une plus grande interactivité entre les intervenants et les participants (Université d'Été) et aux aspects d'échanges d'expériences à double sens (Centurio).

### Eurodyssée

Ce Programme de l'ARE géré par la Région Franche-Comté (F), en collaboration avec le Secrétariat Général, vise à améliorer les chances des jeunes à intégrer le marché du travail en leur offrant la possibilité d'effectuer une première expérience professionnelle à l'étranger. En 1998, le Programme Eurodyssée a concerné 341 stagiaires originaires de 21 Régions. Sous l'impulsion de Jean-François Humbert, nouveau Président de la Franche-Comté, un important travail a été mené pour redéfinir les relations entre les différentes parties impliquées dans la gestion de ce Programme. Le résultat est le nouveau règlement intérieur, soumis à l'AG. Parmi les autres travaux : réflexion sur les moyens d'augmenter le nombre d'échanges annuels et d'encourager ceux avec les Régions des PECO. En outre, afin de mieux faire connaître et faciliter l'accès des jeunes à ce Programme, un site Internet, [www.eurodyssée.org](http://www.eurodyssée.org), a été créé.

Le Forum des Régions Eurodyssée (Ovifat, oct.) a décidé de placer les échanges en 1999 sous le thème des "Nouvelles technologies". Une dizaine de nouvelles Régions se sont engagées dans ce Programme, notamment Lombardie (I), Rhône-Alpes (F) et Andalucía (E) ; la Région Borsod-Abaúj-Zemplén (H) accueillera un Bureau régional pour les Régions des PECO.

### Pacte

Dans le cadre de la gestion du Programme communautaire de coopération interrégionale Pacte, les activités de l'année se sont organisées autour de trois pôles :

#### Clôture du Programme Pacte II (1996-1998) géré par le GIE-Pacte (ARE/CCRE)

Les 29 projets suivis par l'ARE ont remis leurs rapports finaux fin 1997. Ce fut le point de départ de l'évaluation, des contrôles de conformité et de la validation de toutes les pièces fournies, étape préliminaire à l'établissement d'un rapport pour la Commission européenne (fév.). Le contrôle financier s'est ensuite poursuivi toute l'année. La gestion rigoureuse mise en place a porté ses fruits ; le bilan général définitif est bon : 81 % des projets sont satisfaisants, dont 25 % excellents. Sur le plan financier, le Programme a été bien maîtrisé. Les comptabilités et les pièces justificatives des projets Pacte II ont été révisées par le Commissaire aux comptes (KPMG) qui conclut que "la gestion de Pacte II ne présente pas de risque financier pour l'ARE".

Par ailleurs, en avril, la Commission européenne a accepté la demande du GIE d'élargir le contrat Pacte II pour faire un bilan global PEE - Pacte (1989-1998). Ont été réalisés dans ce cadre :

- la conférence finale Pacte (Bruxelles) en présence de la DGXVI, des experts du Comité d'Évaluation et de Suivi des Programmes Pacte/Ecos-Ouverture et des représentants des collectivités qui ont plébiscité ce Programme d'initiation ;
- un bilan statistique sur dix ans, appuyé d'illustrations cartographiques ;
- deux publications : "Success stories" (dix meilleurs projets) et "Que sont-ils devenus ?" (dix projets ayant connu un développement exemplaire) ;
- un site Internet - mémoire du Programme - qui sera intégré au serveur InfoREGIO de la DGXVI.

#### Gestion des années de coopération antérieures (PEE I à V et Pacte I)

La clôture des PEE V et Pacte I est suspendue en raison de certaines irrégularités décelées dans les dossiers financiers remis à l'ARE. Pour l'essentiel, il s'agit de l'absence de justificatifs de dépenses soutenues dans le cadre de projets. Dans ce contexte, la Cellule Programmes a fourni un appui technique au Groupe "Finances et questions budgétaires" de l'ARE. Elle a assuré le suivi des discussions avec la Commission européenne et des travaux de révision menés par KPMG. Sur la base des analyses et conclusions, l'ARE

a introduit des demandes de remboursement sur les années antérieures auprès du CEDRE, gestionnaire du Programme à l'époque, et auprès de certaines collectivités territoriales. Parallèlement, elle a adressé des demandes aux leaders de projets afin d'obtenir les pièces justificatives manquantes.

Les activités de la Cellule Programmes ont été assujetties à la TVA. Un dossier de demande de remboursement a été présenté aux services fiscaux français qui ont statué favorablement (environ 425 000 FF pour 1995-1996) ; les dossiers 1997-98 sont en cours d'instruction (250 000 FF).

#### Perspectives

Si les activités de la Cellule Programmes ont été, en majorité, tournées vers le passé, elle a souhaité néanmoins s'ouvrir vers le futur pour pouvoir continuer à offrir aux Régions membres un service d'aide à la construction de partenariats. Des contacts ont été initiés avec la DGI pour une étude de faisabilité pour la mise en place d'un Programme de formation pour les Régions Phare. Un appui a été donné aux réflexions préliminaires sur la mise en place d'un Programme de coopération interrégionale de l'ARE menées par la Région Alsace (F).

## > *Groupes de travail*

### Stratégie de l'ARE

Président : Hans De Belder (Vlaanderen)

Mis en place en février, le Groupe "Stratégie" s'est réuni plusieurs fois au cours de l'année. Son rapport et ses recommandations ont été présentés au Bureau d'Arad. Après un débat de fond, le Bureau a adopté un projet de résolution à soumettre à l'Assemblée Générale. Ce projet de résolution ainsi que le rapport révisé ont été adressés pour consultation à l'ensemble des Régions membres. Le Groupe se sera rencontré une dernière fois le 24 novembre pour finaliser ses travaux. Compte tenu de l'évolution du contexte européen, de la régionalisation en marche dans de nombreux pays et de la situation interne de l'organisation, le Groupe et le Bureau préconisent le recentrage de l'activité de l'ARE sur sa mission prioritaire - la promotion du régionalisme en Europe - et propose un plan d'actions à mener à court et moyen termes.

### Finances et questions budgétaires

Président : John MacDougall, Vice-Président Trésorier (Fife)

Mis en place par l'AG 1997, ce Groupe a notamment étudié l'ensemble de la problématique relative à la gestion du Programme communautaire Pacte. Des rapports accompagnés de recommandations ont été régulièrement communiqués à la Présidence et au Bureau de l'ARE. Ses travaux ont donné lieu à des discussions et décisions de ces deux instances. Le Groupe a aussi formulé des suggestions dans le domaine budgétaire et financier d'une manière générale.

## > *Secrétariat Général*

Centre de services pour toutes les instances de l'ARE et les Régions membres, le Secrétariat Général a participé activement à la préparation, puis à la mise en œuvre et au suivi des activités et des décisions politiques de notre organisation. Celles-ci ont engendré un nombre important de contacts et d'échanges avec les Institutions européennes, des Gouvernements nationaux, des organisations de coopération, des fondations européennes... Le Secrétariat a été, notamment, impliqué dans la préparation et l'organisation des réunions de travail avec les responsables de la Commission européenne (DGla, DGV, DGX, DGXVI, DGXXII) ainsi qu'avec les membres du Parlement européen.

### Soutien à l'action politique

Il a régulièrement représenté l'ARE lors des sessions du CdR, du CPLRE et de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe. C'est dans ce cadre qu'ont été organisés, notamment, l'intervention du Président de l'ARE dans le débat "Régions et emploi" organisé par le CPLRE (mai), l'association de l'ARE à la réforme des statuts de la Chambre des Régions au sein du CPLRE, voire les premiers contacts en vue de l'organisation de

### Collectivités locales

Chargé de mission :  
Günter Niederbremer (Bremen)

À l'invitation de la Région West-Yorkshire, le Groupe "Collectivités locales" aura tenu sa réunion fin novembre à Leeds. La coopération des collectivités locales en tant que plus-value à la construction européenne, la coopération Est-Ouest au niveau local, la complémentarité des niveaux local et régional figurent parmi les sujets traités. Ce dernier thème illustre la valeur que les Régions attachent à la coopération avec les Collectivités locales dans une bonne application du principe de subsidiarité.

### Coopération interrégionale

Chargé de mission : Jean-Paul Heider (Alsace)

La réflexion menée par la Région Alsace, en coopération avec le Secrétariat Général de l'ARE et avec le soutien du Bureau et des Commissions, s'est orientée, sur la base des résultats d'une enquête menée en 1997 auprès des Régions membres, vers la faisabilité d'un Programme de promotion de la coopération interrégionale. Dans un premier temps, une attention particulière sera accordée au processus d'élargissement de l'UE. Parmi les objectifs du Programme : stimuler les partenariats entre Régions de l'UE et celles des pays candidats, favoriser le transfert de savoir-faire et les projets d'échanges d'expériences afin d'encourager le développement régional, diffuser les principes du régionalisme et renforcer l'autonomie locale et régionale.

la Conférence de l'ARE sur le rôle des Régions dans l'élargissement de l'UE (sept. 1999) à laquelle l'ARE souhaite associer les principales Institutions européennes.

### Relations externes

Le Secrétariat Général a représenté l'ARE lors de diverses conférences, séminaires ou manifestations à caractère européen. À titre d'exemples, citons sa participation dans les conférences de l'OSCE sur le rôle des Régions dans le maintien de la paix en Europe ou à la Convention Ecos-Ouverture Partenariat organisée par la DGla et la DG XVI (juin, Budapest). Il a également représenté l'ARE lors des manifestations de ses Régions membres comme, par exemple, le Jury du Prix Kaiser-Maximilian, organisé par la Région Tirol (A), dont Jordi Pujol, Président sortant de l'ARE, est devenu premier Lauréat, ou les festivités organisées par la Région géorgienne Adjara à l'occasion de son adhésion à l'ARE. Par ailleurs, le Secrétariat Général a reçu au siège à Strasbourg de nombreuses délégations et visiteurs qui ont souhaité approfondir leur connaissance de l'ARE.

## Membres en 1998

L'ARE - organisation et mouvement politique des Régions d'Europe engagée depuis 1985 en faveur de la démocratie, de la solidarité et du développement de la coopération interrégionale - comprend actuellement 300 Régions membres de 26 pays.

Sur environ 280 Régions de l'Union européenne, 182 Régions étaient membres de l'ARE en 1998 dont 10 en Allemagne (sur 16), 9 en Autriche (9), 4 en Belgique (5), 8 au Danemark (14), 3 en Grèce (13), 17 en Espagne (17), 14 en Finlande (20), 24 en France (26), 2 en Irlande (26), 22 en Italie (22), 9 aux Pays-Bas (12), 7 au Portugal (7), 24 en Suède (24) et 29 au Royaume-Uni (-).

Hors Union européenne, l'ARE a compté 108 Régions membres dont 4 en Bulgarie (9), 1 en Croatie (23), 19 en Hongrie (20), 1 en Moldavie (42), 10 en Norvège (19), 16 en Pologne (49 - restructuration régionale en cours), 26 en Roumanie (41), 7 et 1 observateur en Russie (58), 1 en Géorgie (4), 22 en Suisse (26), 1 en Ukraine (25) et 5 observateurs en Lituanie (10).

Au cours de l'année, 14 nouvelles Régions ont demandé leur adhésion à l'ARE (situation au 15/11/1998) : Primorje-Gorski kotar (HR), Imerety (GEO), Kaunas, Siauliai, Taurajė, Utena, Régions ayant jusqu'à présent le statut d'observateur (LT), Nordland (N), Botosani, Ialomita, Maramures, Mehedinti, Olt, Teleorman (RO) et East Riding of Yorkshire Council (GB). Huit retraits ont été enregistrés : Berlin, Brandenburg (D), Sønderjylland, Ribe (DK), Lorraine (F), East-Sussex, Orkney et Shetland (GB).

### Coordination

Le Secrétariat Général a joué un rôle de coordinateur et/ou de co-gestionnaire des Programmes de l'ARE (Eurodyssée, Centurio et Université d'Été) et du Programme communautaire Pacte. Il a développé une communication adaptée au service des Régions membres et a assuré des relations presse autour des principaux événements internes. Il a apporté l'appui technique et logistique aux activités de toutes les instances de l'ARE (organisation matérielle, interprétariat et traduction des documents, gestion...), fréquemment en collaboration avec les Régions hôtes. Il a aussi veillé à une bonne gestion financière et administrative de l'ensemble. Vous trouverez des éléments d'information complémentaires sur ces activités dans les chapitres spécifiques de ce Rapport. Pour conclure, rappelons qu'en 1998, le Secrétariat Général comptait 15 collaborateurs qui travaillaient sous l'autorité du Secrétaire Général.



## Presse et Communication

Conformément aux "Lignes directrices de communication 1997-2000", le Service s'est attaché en priorité à mettre en place une communication efficace au service des Régions membres : les informer régulièrement sur les activités de l'ARE et favoriser les échanges de savoir-faire et d'expériences, les associer à des projets fédérateurs, répondre aux demandes d'information...

### Communication interne

Dans ce contexte, la mise en place d'une lettre d'information a été une action prioritaire. Une nouvelle ligne éditoriale a été définie et la réalisation du premier numéro a débuté en janvier. Grâce à un travail d'équipe au sein du Secrétariat Général, la participation d'instances politiques de l'ARE et de Régions membres, "ARE en direct-AER on line-VRE direkt" est paru chaque trimestre. Un numéro spécial "Rapport d'activité 1998" a été réalisé pour l'Assemblée Générale et un numéro consacré à cet événement est prévu en janvier 1999. Le Service a reçu des demandes d'envois complémentaires de la part des membres et des publics externes, signe de l'accueil favorable réservé à cette publication.

## Groupes de projet

### Téléphonie

Le Groupe "Téléphonie" a été chargé d'étudier les différentes offres proposées par des opérateurs, notamment dans le domaine de la téléphonie à l'international. Celle-ci représente, en effet, la majeure partie de dépenses sur le poste "Téléphone" du Secrétariat. Le choix d'un nouvel opérateur effectué en août permet une économie de 35 % sur ce poste.

### Informatique

Le déménagement du siège de l'ARE en 1999, mais aussi les défaillances du réseau informatique actuel, ont été à l'origine de la création de ce Groupe. Après l'élaboration d'un cahier des charges préliminaire, l'étude a été confiée à un prestataire de service. Ses recommandations font l'objet de lignes spécifiques dans le projet de budget 1999.

## Personnel

En 1998, l'ARE disposait de quinze collaborateurs au siège à Strasbourg, travaillant sous l'autorité de Wolfgang Maier, Secrétaire Général :

Eric Milesi, Directeur du Secrétariat  
 Laura De Rose, Responsable Commissions I, III, V  
 Franz Stummann, Responsable Commissions II, IV, VI  
 Barbara Skoczylas-Thauront, Responsable Presse & Communication  
 Brigitte Fiorucci, Responsable Programmes de coopération  
 Stéphanie Evans, Assistante Commissions I, III, V  
 Doris Materne, Assistante Commissions II, IV, VI  
 Francine Huhardeaux, Assistante Presse & Communication  
 Yolande Simon, Comptable  
 Sally Hurlley, Secrétaire-Traductrice (GB)  
 Claudia Meschede, Secrétaire-Traductrice (D)  
 Araceli Gómez, Secrétaire-Traductrice (E)  
 Nicoletta Nappa, Secrétaire-Traductrice (I)  
 Régine Kastner, Secrétaire  
 Catherine Hommel, Secrétaire

## > Secrétariat Général (suite)

Parmi d'autres actions figurent :

- Lancement de la réédition des "Cartes de visite" (Annuaire des Régions membres)  
 Plus de 200 membres ont déjà renvoyé la fiche d'actualisation de données ; le projet est mené avec l'appui du Bureau de l'ARE à Bruxelles et de stagiaires. Il sera achevé au second trimestre 1999 ;
- Diffusion de la "Déclaration sur le régionalisme en Europe"

Fin avril, le Service a orchestré la campagne de diffusion auprès des membres ;

- Développement de la communication électronique

Un réseau de chargé(e)s de communication des Régions membres reçoit par E-mail les communiqués de l'ARE ; des données pour les "Cartes de visite" ont aussi emprunté la voie d'Internet ;

- Gestion des demandes d'information et de la base de données

Près de 100 demandes spécifiques des Régions membres ont été traitées ; la base de données interne a été mise à jour régulièrement.

### Communication externe

Le Service a organisé ou participé à l'organisation avec les Régions hôtes, des relations presse lors des réunions du Bureau, de l'AG, du débat

"Régions et Emploi" (CPLRE), du Programme Centurio/Université d'Été et de la Conférence "Culture et Démocratie". Il a assumé le rôle leader dans l'organisation du débat avec les médias (AG 1998). Des médias à Strasbourg et à Bruxelles (50) ont reçu régulièrement "ARE en direct-AER on line-VRE direkt". Le Service a aussi participé aux activités du Pressclub à Strasbourg.

Il a représenté l'ARE au Carrefour des médias locaux et régionaux (Trento, fév.), au débat "Régions et Emploi" et au Séminaire "France-Pologne-Europe" (Strasbourg). Par ailleurs, il a assuré : accueil de délégations (10), envoi de la lettre d'information aux contacts institutionnels (100), aide à la recherche universitaire (20), réponses aux demandes d'information (200), présence de l'ARE dans des guides européens (20).

### Autres activités

Conception, étude budgétaire et recherche des solutions d'autofinancement pour des projets de communication prévus en 1999. Parmi les nouveaux projets proposés : réactualisation-édition de la Carte des Régions d'Europe et mise en place d'un site Web de l'ARE.

## Autres services

### Traduction

Composé de quatre traductrices à mi-temps, le Service a assuré la traduction d'environ 450 pages dans chacune des cinq langues de travail de l'ARE (français, anglais, allemand, espagnol et italien). Il s'agit, pour l'essentiel, de documents de travail destinés à la Présidence, au Bureau, aux Commissions et aux différents Groupes de travail mis en place ainsi que de courriers et documents divers. Au cours de l'année, le Service a aussi pris en charge la traduction de "ARE en direct-AER on line-VRE direkt". Par souci d'économie, mais aussi pour assurer des traductions de qualité, le recours aux traducteurs extérieurs a été limité.

### Secrétariat technique

Quatre personnes (temps plein) ont assuré l'organisation des diverses réunions de l'ARE (près de 40), la préparation de documents de travail pour les participants (quelque 520 000 photocopies) et leur envoi, ainsi que la gestion quotidienne du courrier et de l'accueil téléphonique.

### Comptabilité et gestion

Répondant aux demandes d'instances dirigeantes, le Secrétariat Général a produit une information régulière sur les finances de l'ARE. Il a veillé à une bonne maîtrise des dépenses et à une rentrée régulière des cotisations. Ceci s'est traduit notamment, en plus de la gestion comptable quotidienne, par la réalisation d'états mensuels de dépenses et recettes, la relance des cotisations non payées auprès des Régions concernées et la mise en place d'une nouvelle forme d'appel des cotisations en 1998. L'année a aussi été marquée par la mise en place d'une pointeuse et la fixation d'horaire variable pour les 15 collaborateurs du Secrétariat Général.

### Bureau de l'ARE à Bruxelles

Suite à un accord intervenu entre les Régions Vlaanderen et Wallonie (Arad, oct.), les deux Régions recherchent ensemble les nouveaux locaux à Bruxelles pour le Bureau de l'ARE. Les frais de location seront couverts par la Région Vlaanderen et les frais de personnel par la Wallonie. Grâce au concours de ces deux Régions, l'ARE bénéficiera ainsi d'un meilleur outil au service des Régions membres dans cette capitale européenne.



**ARE en direct - on line - direkt - Hiver 1998/1999**  
 Lettre d'information de l'Assemblée des Régions d'Europe. Numéro spécial "Rapport d'activité 1998"

**Directeur de la publication :**  
 Wolfgang Maier

**Conseil éditorial :**  
 Maria De Smet, Hans De Belder

**Rédacteur en chef :**  
 Barbara Skoczylas-Thauront

**Comité de rédaction :**  
 tous les collaborateurs du Secrétariat Général

**Secrétariat de rédaction :**  
 Barbara Skoczylas-Thauront,  
 Francine Huhardeaux

**Traduction :** Araceli Gómez (E), Sally Hurlley (GB), Claudia Meschede (D), Nicoletta Nappa (I)

**Conception et mise en page :**  
 Agence Contexte - Strasbourg (F)

**Impression :** OTT - Strasbourg (F)  
 Tirage en cinq langues : 4500 ex.

Décembre 1998